

Game of Thrones, l'épisode où la Maison Milquet a vacillé

RÉCIT
MARTIN BUXANT

Elle ne parle pas, elle ne parle plus. Elle s'est repliée «sous sa tente». «Parfois, l'injustice est tellement grande», a-t-elle soufflé à un de ses collaborateurs, pas plus tard que jeudi, en plein cœur de la tourmente, «qu'il vaut mieux se taire et se replier sous sa tente». Et c'est nouveau pour elle. Elle, la loquace, la bavarde, qui a un avis sur tout et inversement. Joëlle Milquet se tait, donc. Enfin, pas tout le temps. Mardi, par exemple, elle était au téléphone, elle parlait, lorsqu'une trentaine de d'inspecteurs de la police judiciaire ont débarqué à son cabinet ministériel. Avec fracas.

«De vrais cow-boys», dépeint un témoin de la scène. Un autre: «Ils auraient pu faire ça discrètement, venir à deux par une entrée beaucoup moins exposée, mais les policiers ont déboulé dans le grand hall d'entrée devant tous les collaborateurs des autres cabinets.» Montre en main, la presse prévenue était dehors dans les dix minutes. Avec force caméras et micros. L'humiliation était complète, les images dans la boîte, prêtes pour les journaux télévisés.

Les flics sont donc dans la place, ils circulent entre les différents étages du cabinet, embarquent papiers et ordinateurs. La patronne est au téléphone, en train de colmater les fuites des questionnaires d'examens qui se répandent sur les réseaux sociaux – un autre dossier brûlant de la semaine. Elle racroche. Et reste «étonnement zen», décrit-on, ça et là, dans les couloirs de son cabinet. Alors que tout s'agite autour d'elle.

Les policiers vont notamment voir son secrétaire particulier, ils l'interrogent. L'affaire concerne des collaborateurs employés pour mener campagne électorale, un lièvre levé par «Le Vif/L'Express» il y a des mois. La PJ a auditionné plusieurs des collaborateurs soupçonnés d'avoir bossé dans les communautés d'origine étrangère pour le compte de Milquet. Mais le domicile privé de la ministre n'a pas été perquisitionné, contrairement à ce qui a été dit. «C'est devenu le règne de la rumeur, cette semaine», se déssole un collaborateur, qui observe les choses avec détachement.

Le siège du cdH, lui, a bien reçu la visite des enquêteurs. Normal: les profils de fonction, les recrutements et désignations se font en collaboration étroite avec les «Deux

Églises», la maison mère du parti. C'est là qu'on tient les comptes, qu'on distribue les tickets pour l'un ou l'autre collaborateur. «Il faut arrêter de rire, les flics n'arrivent pas à

trente dans une administration et au siège d'un parti si c'est seulement pour fermer des portes», balance un ministre.

En tout cas, ces «perquis» ont fait leur petit effet cette semaine. Au cdH comme ailleurs, on fait le ménage. La frontière entre collaborateurs de cabinet et militants de campagne est floue, ce n'est pas neuf. «On sait difficilement travailler autrement, c'est totalement imbriqué», témoigne-t-on dans un autre parti que le cdH. Le mélange des genres est (souvent) la règle. Ce qui est neuf, c'est que «les poulets», comme le dit un député, ont décidé de s'y intéresser. Manque de bol (pour Milquet), ils ont l'air décidé à vouloir commencer avec elle...

Le frère Özdemir

Alors qui va se mettre à table pour charger «Madame Non»? C'est que Joëlle Milquet a des ennemis à la pelle. Vraiment beaucoup d'ennemis. Des anciens, le canal historique – prenez un Didier Reynders, par exemple, qui n'a jamais pu vraiment l'encadrer sur le fond et sur la forme. Ceux-là regardent Milquet patauger, mais de loin. Il y a aussi les ex-amis devenus ennemis. Prenez un Melchior Wathelet, par exemple. L'ex-«wonderboy» humaniste juge Milquet responsable de sa chute et de son départ de la vie politique. Ces deux-là ne partiront plus en vacances ensemble. Au propre comme au figuré...

Autre catégorie: les amis qui vous veulent du bien... mais préfèrent rester discrets. Le président Benoît Lutgen, par exemple. Avec le Namurois Maxime Prévot, ils sont deux purs produits de l'écurie Milquet – ce qu'elle rappelle volontiers. L'un comme l'autre, pourtant, se gardent bien de dire trop fort que Joëlle Milquet est leur mère politique. Pas de badge «louché pas à Milquet» en vue accroché à leur boutonnière, ce n'est pas très porteur pour le moment. Même si – interrogé, Lutgen assure conserver confiance pleine et entière en la ministre. Un responsable cdH dit, mezzo voce: «Cela me fait réellement de la peine ce qui lui arrive. Je lui en ai parlé.»

Vous connaissez l'adage: gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge. Il y a donc du monde au balcon pour assister à la chute de la Maison Milquet.

Vingt ans de politique au plus haut niveau, dix ans passés à ratisser les communautés d'origine étrangère pour faire jouer le cdH dans une cour qui n'était pas la sienne: ça laisse forcément des traces.

Comme dans la série Game of Thrones, il reste une poignée de fidèles à celui qui tient la citadelle assiégée. Prenez une Mahinur Özdemir, par exemple, l'élue Belgo-Turque qui a été exclue pour ne pas avoir reconnu le

génocide arménien. Elle semble sincèrement triste de ce qui arrive à son ex-patronne. «Je suis vraiment touchée», avoue-t-elle. Son frère faisait partie des collaborateurs «suspects» engagés par Milquet. Özdemir s'insurge et martèle que son frère est doctorant, ultra qualifié, circulez, y a rien à voir. Ailleurs, un autre mandataire centriste glisse: «Tout ce que je souhaite à Milquet, c'est de laisser tout ça derrière elle, son heure ne reviendra pas, elle doit pouvoir tourner la page.»

Et comme dans Game of Thrones, décidément, il y a toujours une grande Maison voisine pour se porter volontaire, rompre un siège et rétablir les équilibres. Ici, c'est la grande Maison rouge. Les socialistes montent en effet au créneau sans retenue pour défendre Milquet. Rudy Demotte, un laïc affirmé, sort l'épée pour défendre la catholique Milquet. «Le Milquet-bashing, ça suffit!» répète le ministre-président francophone à qui veut l'entendre. Lance sortie, Rachid Madrane, un autre chevalier rouge, a croisé Milquet lors d'un gouvernement de crise portant sur les fuites des questions d'examens. Il dit: «Joëlle Milquet est une progressiste, c'est quelqu'un d'intelligent, de sensible, nous, quand quand quelqu'un est à terre, nous ne sommes pas du genre à le flinguer. On l'aide.»

On récolte ce qu'on sème, direz-vous. Et Milquet a toujours bien servi le PS...

«Des nuls»

Les tuiles tombent les unes après les autres: perquisitions, fuites des questions d'examens, imbroglio autour des cours de philosophie. «Les emmerdes, ça vole toujours en escadrille», avait coutume de dire Jacques Chirac. Milquet peut confirmer.

Elle veut croire qu'elle peut rebondir. Une sorte de volontarisme poussé à son paroxysme – celui qui lui fait souvent dire, quand elle ne se contrôle pas, que les autres sont «des nuls» ou des «incapables». Forcément, quand on travaille 36 heures sur 24, qu'on est capable de produire une note toutes les heures, de jour comme de nuit, même le plus stakhanoviste de ses collaborateurs finira par être dépassé par la tornade. «C'est terriblement usant et stimulant à la fois», place quelqu'un, bien connu sur la place médiatico-politique qui la connaît de très près.

Milquet ne lâche donc rien, elle ne lâchera rien. D'ailleurs, elle ne connaît probablement pas le mode d'emploi pour lâcher prise.

Elle organise une déclaration mercredi soir pour dire son «indignation» devant les fuites des questions d'examens. «Elle va se faire fusiller si elle fait ça, soupire un collaborateur socialiste à l'adresse du porte-parole

de Milquet. Ne fais pas ça!»

Milquet paraît, disparaît, sans répondre aux questions. Mais elle fulmine contre ces flics. Pour qui elle s'est battue alors qu'elle était ministre de l'Intérieur afin d'obtenir de nouveaux budgets. Elle fulmine contre ces pleutres dans son parti qui ne la défendent que mollement. Et contre cette administration qu'elle soupçonne d'être à l'origine des fuites des questions d'examens. Des ingrats, des incapables, des nuls.

«Winter is coming», l'hiver approche, répète souvent John Snow, la star de Game of Thrones, pour prévenir des dangers qui guettent. Pour Joëlle Milquet, cette année, l'hiver a commencé en juin.

LE RÉSUMÉ

Dans les coulisses d'une citadelle assiégée, celle de Joëlle Milquet.

La ministre de l'Éducation a affronté, cette semaine, des dangers venus de toutes parts.

Entre perquisitions à son cabinet ministériel et fuites des questionnaires d'examens.

PARLEMENT UNE COMMISSION SPÉCIALE SUR LES FUITES

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a voté vendredi, à l'unanimité, une proposition de décret visant à apporter une sécurité juridique à la certification des élèves après l'annulation de plusieurs épreuves certificatives du CE1D (2^e secondaire) et du CESS (6^e secondaire).

Les députés en ont débattu vendredi matin, lors d'une séance plénière, avec la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet. Le MR et Ecolo ont réclamé la mise en place d'une commission spéciale pour faire la lumière sur la crise et la gestion de celle-ci. Une demande que les partis de la majorité (cdH et PS) et la ministre ont soutenus sans réserve.

BELGA